



**REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL MUNICIPAL  
SEANCE DU 30 JANVIER 2026**

L'an deux mil vingt-six, le trente janvier à vingt heures, le conseil municipal dûment convoqué, s'est réuni sous la présidence de Monsieur MOREL Mickaël

Date de la convocation : 23/01/2026

Membres présents : Mickaël MOREL, Marie-Pierre BEAUDET, Véronique NEVORET, Cécile BERTHOLAT, Christophe DARNIOT, Cécile DEROCHÉ-RICHY (Arrivée à 20h15), Yannick PERRIN, Stéphanie DECHOZ, Hélène FAVIER, Sébastien PONCET

Membres absents : Stéphane PERRIN (donné pouvoir à Yannick PERRIN), Lionel TRICAUD, Alain BRAS, Laurent GOUBARD, Alexia ROBIN

Nombre de membres : exercice : 15 - Présents : 10 - Votants : 11

Secrétaire de séance : Christophe DARNIOT

**Objet : Instauration du permis de démolir sur le territoire communal**

*Code nomenclature : 2-2 Actes relatifs au droit d'occupation ou d'utilisation des sols*

Monsieur le Maire expose à l'assemblée que la réforme des autorisations d'urbanisme issue du décret du 5 janvier 2007 a limité le dépôt et l'obtention d'un permis de démolir aux seuls secteurs protégés, sauf décision contraire du Conseil municipal.

Le permis de démolir demeure obligatoire dans les secteurs protégés au titre des monuments historiques et dans les zones de protections du patrimoine architectural, urbain et paysager, au titre de l'article R.421-28 du Code de l'urbanisme.

L'instauration du permis de démolir permettrait de mieux suivre l'évolution du patrimoine bâti sur la commune et de s'assurer que les travaux de démolition soient réalisés dans de bonnes conditions.

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code de l'urbanisme, notamment ses articles L.421-3, R.421-27 et R.421-28,

Vu le décret n° 2007-18 du 5 janvier 2007 relatif aux autorisations d'urbanisme,

Vu le décret n° 2015-482 du 27 avril 2015 portant diverses mesures d'application de la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014,

Vu la délibération du 30 janvier 2026 approuvant le projet d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Jayat,

Considérant que depuis le 1<sup>er</sup> octobre 2007, le dépôt et l'obtention d'un permis de démolir ne sont plus systématiquement requis pour les projets de démolition de constructions,

Considérant que le Conseil municipal peut toutefois décider d'instituer le permis de démolir sur tout ou partie de son territoire, en application de l'article R.421-27 du code de l'urbanisme,

Considérant l'intérêt de mettre en place cette procédure sur l'ensemble du territoire communal,

Accusé de réception en préfecture  
001-210101960-20260130-20260130-03-DE  
Date de télétransmission : 02/02/2026  
Date de réception préfecture : 02/02/2026

Considérant l'intérêt pour la commune d'être informée des démolitions et de pouvoir préserver les constructions présentant un intérêt architectural, historique, culturel ou environnemental,

Considérant qu'il est opportun, suite à l'approbation du nouveau PLU, d'instaurer le permis de démolir sur l'ensemble du territoire communal,

**Le conseil municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, décide :**

**D'INSTAURER** le permis de démolir sur l'ensemble du territoire communal, pour tous travaux ayant pour objet de démolir ou de rendre inutilisable tout ou partie d'une construction en application de l'article R.421-27 du Code de l'urbanisme.

**DE DONNER** l'autorisation au Maire ou à son représentant, de signer tous les documents et à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

La présente délibération sera annexée au PLU, conformément aux dispositions du Code de l'urbanisme, et portée à la connaissance du public dans les mêmes conditions que les autres pièces du PLU.

Pour copie conforme,

**Le Maire,**

**Mickaël MOREL**



Certifié exécutoire  
Compte tenu de sa transmission en  
Préfecture, le 02/02/2026  
Et de son affichage, le 02/02/2026

Accusé de réception en préfecture  
001-210101960-20260130-20260130-03-DE  
Date de télétransmission : 02/02/2026  
Date de réception préfecture : 02/02/2026